doc CA1 EA 96V35 EXF

DOCS
CA1 EA 96V35 EXF
Visit to Canada by Christopher
Patten Governor of Hong Kong April
30 - May 3, 1996 : background
information. -53686300

Visite au Canada de M. Christopher Patten, gouverneur de Hong Kong

du 30 avril au 3 mai 1996

Cahier d'information

DOCS
CA1 EA 96V35 EXF
Visit to Canada by Christopher
Patten Governor of Hong Kong April
30 - May 3, 1996 : background
information. -53686300

Table des matières

Biographies

Le Premier ministre du Canada 4 M. Jean Chrétien	·
Le ministre des Affaires étrangères 5 M. Lloyd Axworthy	
Le ministre du Commerce international 6 M. Art Eggleton	
Le Secrétaire d'État pour l'Asie — Pacifique M. Raymond Chan	7
Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration M ^{me} Lucienne Robillard	8
Le gouverneur de Hong Kong 0	

M. Christopher PattenLes relations Canada-Hong Kong 11

Le statut spécial de Hong Kong 14

Fiche documentaire sur Hong Kong

Fiche documentaire sur le Canada



Biographies

M. Jean Chrétien Le Premier ministre du Canada

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu quatre fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été Président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé Vicepremier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'Opposition, il est devenu porteparole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'Opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième Premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

M. Lloyd Axworthy Ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy a été nommé ministre des Affaires étrangères le 25 janvier 1996. Après sa réélection à titre de député de la circonscription de Winnipeg-Sud-Centre, il a occupé, du 4 novembre 1993 à janvier 1996, les postes de ministre du Développement des ressources humaines et de ministre du Diversification de l'économie de l'Ouest. Pendant cette période, il a siégé au comité du Cabinet sur la politique de développement social, et également au comité du Cabinet sur la politique de développement économique dont il est encore membre actuellement.

M. Axworthy a été élu pour la première fois dans la circonscription de Winnipeg-Sud-Centre en 1988. Il a été nommé porte-parole libéral pour le commerce (février 1989) et a présidé le groupe spécial des libéraux sur le commerce et le Comité du caucus libéral sur la politique économique. En septembre 1990, il a été nommé porte-parole libéral pour les affaires extérieures et président du Comité libéral sur les affaires extérieures et la défense nationale. Il a été nommé vice-président du Comité permanent de la Chambre des communes sur les affaires étrangères et le commerce extérieur en mai 1991.

Après son élection pour la seconde fois dans la circonscription de Winnipeg-Fort-Garry en 1984, M. Axworthy a occupé le poste de porte-parole de l'opposition officielle pour l'expansion industrielle régionale et la Commission canadienne du blé (1984); il a aussi été porte-parole pour le commerce et porte-parole adjoint pour les affaires extérieures (1985-1988).

Élu au Parlement fédéral pour la première fois en 1979, M. Axworthy a été réélu en 1980, avant de siéger au Cabinet à titre de ministre de l'Emploi et de l'Immigration de 1980 à 1983 et de ministre responsable de la situation de la femme de 1980 à 1982. Il a également été ministre des Transports d'août 1983 à septembre 1984.

Dans le cadre de ses attributions au Cabinet, M. Axworthy a présidé le comité du Cabinet sur les affaires de l'Ouest et il a siégé aux comités sur les priorités et la planification, les affaires extérieures, la politique de développement social et la politique de développement économique.

Il a été élu deux fois à l'Assemblée législative du Manitoba, à titre de député de Fort Rouge, en juin 1973 et en octobre 1977.

M. Axworthy a été adjoint spécial auprès de l'honorable John Turner, en 1967, et a exercé les fonctions d'adjoint au logement et au développement urbain auprès de l'honorable Paul Hellyer.

Il a été professeur de science politique à l'Université de Winnipeg de 1965 à 1967 et de 1969 à 1979, et directeur de l'Institut des études urbaines de cette université de 1969 à 1973.

M. Axworthy a fréquenté les écoles publiques de Winnipeg. Il détient un baccalauréat du United College – maintenant l'Université de Winnipeg – (1961), une maîtrise en science politique de l'Université Princeton (1963) et un doctorat de la même institution (1972).

M. Art Eggleton Ministre du Commerce international

Le 25 janvier 1996, M. Art Eggleton a été nommé ministre du Commerce international par le premier ministre Jean Chrétien. Auparavant, M. Eggleton était président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure depuis novembre 1993. Il a été élu au Parlement du Canada le 25 octobre 1993 comme député de la circonscription de York Centre dans la ville de North York (région métropolitaine de Toronto).

Pendant sa première carrière politique, M. Eggleton a été membre, durant 22 ans, du conseil municipal de Toronto et du conseil de la région métropolitaine de Toronto. De 1980 à 1991, il a été maire de Toronto; personne avant lui n'avait occupé ce poste aussi longtemps. De 1973 à 1980, il a été directeur du budget de la ville et, à ce titre, le membre du conseil municipal chargé des questions financières. En 1992, M. Eggleton a reçu la plus haute distinction honorifique de Toronto, le Civic Award of Merit.

M. Eggleton a aussi été membre de la Commission de police de la région métropolitaine de Toronto et du conseil d'administration de l'Exposition nationale canadienne, ainsi que de nombreux comités et groupes de travail chargés de diverses questions d'ordre communautaire.

À la mairie de Toronto, M. Eggleton a créé un bureau international chargé de promouvoir les relations entre municipalités, en particulier sur les plans économique et culturel. Il s'agissait du premier bureau municipal du genre à être établi au Canada. Entre 1989 et 1991, M. Eggleton a été président du Comité des programmes internationaux de la Fédération canadienne des municipalités.

Avant son élection au conseil municipal en 1969, M. Eggleton exerçait les fonctions de comptable.

M. Raymond Chan Le Secrétaire d'État pour l'Asie — Pacifique

M. Raymond Chan a été élu pour la première fois le 25 octobre 1993 à la Chambre des communes, où il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique. Par la suite, il a été nommé secrétaire d'État (Asie-Pacifique) par le premier ministre, M. Jean Chrétien. M. Chan est la première personne d'origine chinoise à devenir membre du Conseil privé du Canada et le politicien d'origine asiatique de plus haut rang dans le monde occidental.

Depuis sa nomination, M. Chan s'est rendu dans presque tous les pays de son portefeuille, où il a souligné, devant une grande variété d'audiences du monde de la politique, des affaires, des universités et des médias, l'importance que le Canada attache à la région de l'Asie-Pacifique.

Ingénieur de formation, M. Chan a travaillé au centre de recherche TRIUMF de l'Université de la Colombie-Britannique de 1977 à 1993. Homme d'affaires, il a aussi été propriétaire et gestionnaire de deux restaurants de 1974 à 1989. En 1989, M. Chan a fondé et présidé la Vancouver Society in Support of Democratic Movement.

M. Chan est titulaire d'un baccalauréat en sciences et en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique. Lui et sa femme Maureen, mariés depuis 20 ans, ont une fille de 12 ans et un fils de 8 ans. M. Chan a quitté Hong Kong pour venir au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974.

M^{me} Lucienne Robillard Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

Lucienne Robillard est née à Montréal. Elle obtient un baccalauréat ès arts du Collège Basile-Moreau en 1965, une maîtrise en service social de l'Université de Montréal en 1967 de même qu'un diplôme en sciences administratives en 1983 et une maîtrise en administration des affaires en 1986 de l'École des hautes études commerciales de Montréal.

De 1967 à 1986, M^{me} Robillard se consacre à la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux, d'abord à titre de travailleuse sociale clinicienne à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et ensuite comme gestionnaire de haut niveau au Centre de services sociaux Richelieu. De 1969 à 1972, elle est animatrice auprès de jeunes dans un kibboutz en Israël. Elle assume le rôle de curatrice publique du Québec du mois de décembre 1986 au mois d'août 1989.

M^{me} Robillard est membre de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec depuis 1967, membre du comité éditeur du volume *Le travail social et la santé au Québec* publié chez Behaviora en 1985, membre du Comité d'étude ministériel sur les services psychiatriques de la région de Montréal en 1984-1985, présidente de l'Association des praticiens de service social en milieu de santé du Québec de 1984 à 1986, présidente de la Commission administrative des services de santé mentale du Conseil régional de la Montérégie de 1983 à 1986 et conseil dans le dossier Santé mentale pour la commission Rochon en 1986.

Élue députée de la circonscription de Chambly à l'Assemblée nationale du Québec aux élections en septembre 1989, elle est nommée ministre des Affaires culturelles le 11 octobre 1989 et occupe ce poste jusqu'en octobre 1990, date à laquelle elle est nommée ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science; en novembre 1992, elle occupe également le poste de ministre de l'Éducation. En décembre 1993, à la suite de la fusion du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, elle devient ministre de l'Éducation et de la Science. En janvier 1994, elle est nommée ministre de la Santé et des Services sociaux.

Madame Robillard est élue députée de Saint-Henri-Westmount à la Chambre des communes en février 1995. Peu après, elle est nommée ministre du Travail, et ministre responsable de la campagne fédérale dans le cadre du référendum du Québec.

En janvier 1996, elle devient responsable du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

M. Christopher Patten Gouverneur de Hong Kong

Christopher Francis Patten est né en 1944. Il étudie à la St. Benedict's School, à Ealing, au collège Balliol de l'Université d'Oxford, où il est Domus Exhibitioner; il y obtient un baccalauréat spécialisé ainsi qu'une maîtrise spécialisée en histoire moderne; en 1965, il se mérite une bourse de voyage d'étude Coolidge aux États-Unis.

M. Patten entre à la section de recherche du Parti conservateur en 1966 et se spécialise dans les affaires intérieures. De 1970 à 1972, il coordonne la politique sociale au Bureau du Cabinet et, en 1972, il entre au Home Office pour mettre sur pied la section de coopération technique. Il est adjoint personnel et secrétaire politique de lord Carrington et de lord Whitelaw lorsqu'ils président le parti de 1972 à 1974. En 1974, il devient le plus jeune directeur de la section de la recherche du Parti conservateur, poste qu'il occupe jusqu'en 1979. Il est député de Bath de mai 1979 à avril 1992.

De novembre 1979 à janvier 1981, M. Patten est secrétaire parlementaire privé du chancelier du duché de Lancaster, leader de la Chambre des communes et ministre des Arts; de mars à septembre 1981, il est secrétaire parlementaire privé du secrétaire d'État aux services sociaux.

M. Patten est vice-président du comité parlementaire conservateur des finances de 1981 à 1983, siège à la commission d'enquête des Communes sur la défense et à la commission d'enquête sur la procédure (finances) en 1982 et 1983. En 1983, il publie *The Tory Case*, une étude sur le conservatisme.

Après les élections générales de juin 1983, M. Patten est nommé soussecrétaire d'État parlementaire au Bureau de l'Irlande du Nord et, en septembre 1985, ministre d'État à l'Éducation et à la Science. En septembre 1986, il est nommé ministre du Développement à l'étranger du Foreign and Commonwealth Office. Il est nommé au Conseil privé en juin 1989, à l'occasion de l'anniversaire de la souveraine.

En juillet 1989, M. Patten est nommé secrétaire d'État à l'Environnement. En novembre 1990, il devient chancelier du duché de Lancaster et président du Parti conservateur.

- M. Patten est nommé gouverneur de Hong Kong en avril 1992; il entre en fonction en juillet de la même année.
- M. Patten est marié à Lavender Thornton depuis 1971; ils ont trois filles.

Renseignements généraux

Les relations Canada-Hong Kong

Généralités

- En juillet 1997, la Chine recouvrera la souveraineté sur le territoire de Hong Kong, mais celui-ci devrait conserver son rôle de centre des affaires pour tout le Sud de la Chine. Le Canada tient à appuyer Hong Kong durant la période de transition, soit jusqu'en 1997, et à l'aider à assurer sa stabilité et sa prospérité à long terme.
- La continuité est la clé du succès de la transition. Le Canada a exhorté la Grande-Bretagne et la Chine à bien utiliser tout le temps qui reste d'ici la transition pour mettre en place les processus qui assureront cette continuité. Des efforts extraordinaires sont nécessaires de part et d'autre pour coopérer et tenir un dialogue franc.
- Le Canada et Hong Kong entretiennent d'étroites relations, initialement engendrées par le commerce, mais cimentées au fil du temps par les liens de l'éducation, de la culture et de la famille. Ces liens jettent des ponts et contribuent à la prospérité tant du Canada que de Hong Kong.
- Le Commissariat du Canada à Hong Kong a été créé en 1928; c'était la deuxième mission diplomatique canadienne de tous les temps.
- Le Bureau économique et commercial de Hong Kong au Canada et le Hong Kong Trade Development Council ont ouvert leurs portes à Toronto.
- Durant la Seconde Guerre mondiale, plus de 300 Canadiens sont morts en défendant Hong Kong. Le sacrifice de leur vie est commémoré chaque année en décembre au cimetière Sai Wan. De plus, le monument Osborn à Hong Kong Park honore la mémoire du sergent-major John Osborn des Grenadiers de Winnipeg, qui a reçu à titre posthume la Croix de Victoria pour son héroïsme exceptionnel.
- Un certain nombre de visites de haut niveau ont contribué l'an dernier à renforcer les relations avec Hong Kong: la visite du premier ministre Jean Chrétien en novembre 1994 et celle de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M^{me} Lucienne Robillard, en avril 1996. M. Raymond Chan, secrétaire d'État (Asie-Pacifique), se rendra pour sa part à Hong Kong en mai 1996 pour faire suite à la visite au Canada du gouverneur Christopher Patten.

Commerce et investissement

- De multiples liens commerciaux unissent le Canada et Hong Kong. En effet, plus de 100 sociétés canadiennes, toutes les grandes banques à charte canadiennes et plusieurs compagnies d'assurances sont présentes là-bas.
- Hong Kong est maintenant le 12° partenaire commercial en importance du Canada et le quatrième en Asie. Le commerce bilatéral a atteint un sommet inégalé en 1995 à plus de 3 milliards de dollars. Les exportations canadiennes vers Hong Kong ont augmenté de plus de 50 p. 100 en 1995 pour atteindre 1,3 milliard de dollars. Elles étaient notamment composées de biens semi-transformés comme des métaux précieux, des plastiques et des articles en plastique, de l'équipement électrique et du papier.
- Les importations au Canada de produits en provenance de Hong Kong ont totalisé 1,2 milliard de dollars en 1995. Il s'agissait principalement de vêtements et de chaussures, d'appareils électriques et mécaniques, d'horloges, de jouets, de jeux et d'articles de sport.
- Hong Kong est une importante source d'investissement pour le Canada. En 1995, l'investissement effectué par Hong Kong au Canada s'est élevé à 4,6 milliards de dollars. Les secteurs faisant l'objet d'investissements sont l'électronique, les textiles, les télécommunications, les plastiques, le pétrole et le gaz ainsi que l'immobilier.
- L'investissement direct cumulatif du Canada à Hong Kong était évalué à 2 milliards de dollars à la fin de 1995.
- Des débouchés existent pour les sociétés canadiennes dans les secteurs du bâtiment (principalement dans le cadre du projet de construction d'un port et d'un aéroport), des matériaux de construction, de la protection de l'environnement, des produits de sécurité et des aliments transformés.

Immigration

- Aujourd'hui, quelque 100 000 Canadiens, pour la plupart originaires de Hong Kong, vivent sur le territoire et un nombre sans cesse croissant se rendent à Hong Kong chaque année.
- Par ailleurs, de nombreux habitants de Hong Kong continuent d'émigrer au Canada. Ces dernières années, plus de 20 p. 100 des immigrants arrivant au Canada venaient de Hong Kong. Environ 500 000 Canadiens originaires de Hong Kong vivent au Canada. Ces immigrants renforcent les liens familiaux entre leur pays d'origine et

leur terre d'adoption, rehaussent la diversité multiculturelle du Canada et contribuent pour beaucoup à l'essor qui caractérise nos échanges commerciaux par delà le Pacifique.

Éducation

- Lors de sa récente visite à Hong Kong, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M^{me} Lucienne Robillard, a inauguré le nouveau Centre éducatif canadien (CEC). C'est le septième d'un réseau de sept CEC en Asie qui font la promotion des produits et services d'enseignement canadiens.
- Le Canada est de plus en plus souvent la destination choisie par les personnes désireuses de poursuivre leurs études à l'étranger. Près du quart de tous les étudiants étrangers au Canada viennent de Hong Kong. On compte en ce moment près de 17 000 étudiants de Hong Kong dans les universités et écoles canadiennes.
- Les étudiants ne doivent pas nécessairement quitter le territoire pour obtenir un enseignement canadien. Un certain nombre d'écoles secondaires de Hong Kong se servent en effet de programmes approuvés par les ministères provinciaux de l'Éducation du Canada. L'École internationale canadienne a ouvert ses portes en 1991 et offre un programme de la première à la sixième année.
- Les liens de l'enseignement sont en outre enrichis par les programmes d'échanges d'étudiants entre des universités de Hong Kong et du Canada ainsi que par les programmes de bourses et de téléenseignement.
- Le nombre grandissant de Hong-Kongais qui retournent travailler dans le territoire après un séjour d'étude au Canada a contribué à multiplier les associations Canada-Hong Kong d'anciens et d'universitaires. On estime en effet à 70 000 le nombre de diplômés vivant à Hong Kong. Il y a en ce moment 17 associations d'anciens, chapeautées par la Canadian University Association.

Le statut spécial de Hong Kong

Le 1^{er} juillet 1997, Hong Kong retournera à la Chine après 150 ans de régime britannique et constituera une Région administrative spéciale de la République populaire de Chine. Les modalités du transfert de souveraineté sont définies dans la Déclaration commune sino-britannique de 1984 et la Loi fondamentale de 1990. La Loi fondamentale, qui est la constitution du territoire, a été promulguée par le Congrès national du peuple de Chine; elle prévoit qu'en vertu du principe d'« un pays, deux systèmes », le régime et les politiques socialistes ne seront pas appliqués à Hong Kong. La Loi fondamentale accorde une autonomie considérable au territoire sur les plans économique. commercial, culturel et politique pour 50 ans à compter de 1997. À titre de Région administrative spéciale, Hong Kong jouira d'un régime financier et fiscal indépendant. Le gouvernement chinois n'y lèvera pas d'impôts et la région continuera à émettre sa propre monnaie, qui restera entièrement convertible. Hong Kong demeurera un port franc et un territoire douanier distinct, habilité à entretenir des relations avec les États et les organisations internationales pour ce qui concerne l'économie, l'argent et les finances, la navigation, les communications, le tourisme, la culture et les sports. Sous le nom de Hong Kong (Chine), elle continuera à faire partie de l'Organisation mondiale du commerce, du mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique et des autres organisations internationales où l'adhésion n'est par réservée aux États. Rien n'indique que la Chine ait l'intention de modifier les mesures de contrôle des migrations actuellement en vigueur à la frontière.

Ainsi, la Déclaration commune et la Loi fondamentale appuient toutes deux les lois déjà en vigueur à Hong Kong. La common law, les règles d'equity et les ordonnances seront toutes maintenues, sauf si elles contreviennent à la Loi fondamentale. Les autres droits, y compris le droit à la propriété privée, sont protégés.

La Commission préparatoire nommée par la Chine en décembre 1995 est chargée de créer une nouvelle Région administrative spéciale. Son mandat englobe principalement les points suivants :

- constituer un comité de 400 électeurs de Hong Kong pour le choix et la nomination d'un nouveau chef de l'exécutif;
- répertorier les lois que le gouvernement de Hong Kong a modifiées et qui ne sont pas conformes à la Loi fondamentale afin de permettre à la législature provisoire de les abroger ou de les remplacer, et en vue de superviser l'adaptation des lois au nouveau souverain;
- rédiger une loi électorale.

HONG KONG

Données géographiques

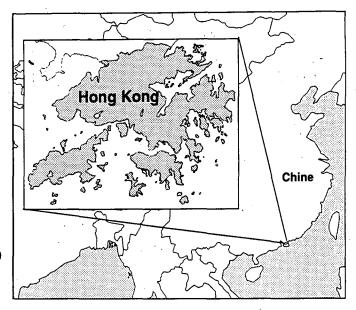
Superficie 1071 km²

Population 6,15 millions

Taux de croissance de la population 2,1%

Langues officielles Anglais et cantonais

Principaux groupes religieux Mélange de religions locales (90 %), chrétiens (10 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système de gouvernement

Colonie britannique

Dirigeant

Gouverneur Christopher Patten

Indice du développement humain de l'ONU

Hong Kong se classe 24e sur 174 pays

REPRÉSENTANT DU CANADA

Garrett Lambert, Commissaire Burea du Commissariat du Canada 11^c-14^c étages, One Exchange Square 8 Connaught Place Hong Kong

Tél.: (011-852) 2810-4321

Télécopieur: (011-852) 2810-6736

Données économiques

PIB

136,1 milliards \$ (1994)

Taux de croissance du PIB

4,5 % (1994)

PIB par habitant

24 530 \$ (1994)

Taux d'inflation

8,5 % (1994)

Taux de chômage

1,9 % (1994)

Principales exportations au Canada

1,1 milliard \$ (1995), notamment métaux précieux, plastique et articles de plastique, équipement électrique, papier et carton, produits alimentaires, matériaux de construction

Principales importations du Canada

1,2 milliard \$ (1995), notamment vêtements et accessoires, équipement électrique et mécanique, horloges, braceletmontres, jouets, jeux et articles de sports

CANADA

Capitale: Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 000 km²

Population

30 millions d'habitants

Taux de croissance de la population

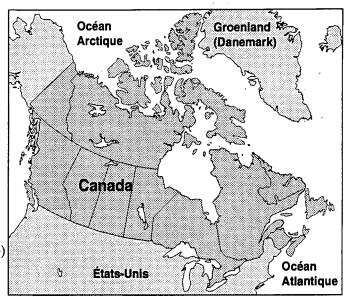
1,2 % (1994)

Langues officielles

Français et anglais

Principaux groupes religieux

Catholiques (46 %), Église unie (16 %), Anglicans (10 %)



Données politiques

Système de gouvernement

Monarchie constitutionnelle

Chef du gouvernement

Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy

Ministre du Commerce international

M. Art Eggleton

Institutions démocratiques

État fédéral, parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU

Le Canada se classe au premier rang sur 174 pays.

REPRÉSENTANT DE HONG KONG

C. M. Leung, Directeur Hong Kong Economic and Trade Office 174 rue St. George Toronto, Ontario M5R 2M7

Tél.: (416) 924-5544

Télécopieur: (613) 924-3599

Données économiques

PIB

780,027 milliards \$ (1995)

Taux de croissance du PIB

2,2 % (1995)

PIB par habitant

29 606 \$ (1995)

Taux d'inflation

1,3 % (février 1996)

Taux de chômage

9,6 % (février 1996)

Principales exportations

263,69 milliards \$ (1995), notamment bois, papier, aluminium, matériel de transport, minéraux, combustibles et biens d'équipement

Principales importations

225,49 milliards \$ (1995), notamment matériel de transport, biens d'équipement, électronique, matières plastiques

doc CA1 EA 96V35 EXF

DOCS
CA1 EA 96V35 EXF
Visit to Canada by Christopher
Patten Governor of Hong Kong April
30 - May 3, 1996 : background
information. -53686300

163165358 (E) 16316536X (P)

Visit to Canada by Christopher Patten Governor of Hong Kong

April 30 - May 3, 1996

Background Information

- -•

Contents

Biographies.

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 4

Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs 5

Art Eggleton, Minister for International Trade 6

Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific) 7

Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration

Christopher Patten, Governor of Hong Kong

Canada - Hong Kong Relations 11

Hong Kong's Special Status 14

Hong Kong (fact sheet)

Canada (fact sheet)

Dest. of External Arshe Min. des Affaires exterieures

JUNE 1 1 ggg

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RESOURCES A LA MELOTINED DE CUI PARCO O

Biographies

.

Jean Chrétien Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967 he became Minister of State attached to the Minister of Finance, and in 1968 he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected four times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios during that period, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance, Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976; and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of September 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics and, from 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corporation.

Four years later, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, 1990, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of Saint-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Lloyd Axworthy Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy was appointed Minister of Foreign Affairs on January 25, 1996. Mr. Axworthy served as Minister of Human Resources Development and Minister of Western Economic Diversification from November 4, 1993 until January 1996 upon re-election as the Member of Parliament for Winnipeg South Centre. During this time, he was a member of the Social Development Policy and Economic Development Policy Cabinet Committees and retains membership on the latter today.

Mr. Axworthy was first elected to the riding of Winnipeg South Centre in 1988. He was appointed Liberal Critic for Trade (February 1989), and acted as Chairman of both the Liberal Trade Task Force and of the Liberal Caucus Economic Policy Committee. In September 1990, Mr. Axworthy was appointed Liberal Critic for External Affairs and Chairman of the Liberal Caucus Committee on External Affairs and National Defence. He was nominated Vice-Chairman of the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade in May 1991.

After the 1984 election, representing for the second time the riding of Winnipeg-Fort Garry, Lloyd Axworthy served as Official Opposition Critic for Regional and Industrial Expansion and the Canadian Wheat Board (1984) and as Trade Critic and Deputy Critic for External Affairs (1985-1988).

First elected to Parliament in May 1979, Mr. Axworthy was re-elected in 1980 before being appointed to Cabinet as Minister of Employment and Immigration from 1980 to 1983, and Minister Responsible for the Status of Women from 1980 to 1982. He also served as Minister of Transport from August 1983 to September 1984.

During his time in the Cabinet, Mr. Axworthy was the Chairman of the Cabinet Committee on Western Affairs and a member of the Cabinet Committees on Priorities and Planning, on Foreign and Defence Policy, on External Policy and Defence, on Social Development Policy and on Economic Development Policy.

He was elected in June 1973 as Liberal Member of the Manitoba Legislative Assembly, representing the Fort Rouge Constituency, and was re-elected in October 1977.

Mr. Axworthy was a Special Assistant to the Honourable John Turner in 1967 and served as Executive Assistant for Housing and Urban Development to the Honourable Paul Hellyer.

He was a Professor of Political Science at the University of Winnipeg from 1965 to 1967 and 1969 to 1979. He also served as Director of the Institute of Urban Studies at the University from 1969 to 1973.

Lloyd Axworthy was a student within the Winnipeg public school system. He graduated in 1961 with a B.A. from United College (now the University of Winnipeg), obtained his M.A. in Political Science from Princeton University in 1963 and received a Ph.D. from Princeton in 1972.

Art Eggleton Minister for International Trade

On January 25, 1996, Art Eggleton was appointed Minister for International Trade by Prime Minister Jean Chrétien. Before the appointment, Mr. Eggleton served as President of the Treasury Board and the Minister responsible for Infrastructure since November 1993. He was elected to the Parliament of Canada on October 25, 1993, as the member for York Centre in the City of North York (Metropolitan Toronto).

During Mr. Eggleton's first political career, he served 22 years as a member of Toronto City Council and the Metropolitan Toronto Council. From 1980 to 1991, he was the Mayor of Toronto — the longest serving mayor in the city's history. Between 1973 and 1980, he served as City Budget Chief, the member of Council responsible for financial matters. In 1992, Mr. Eggleton received Toronto's highest honour, the Civic Award of Merit.

In addition, he has served on the Metropolitan Toronto Police Commission, the Board of the Canadian National Exhibition and numerous committees and task forces dealing with community issues.

Mr. Eggleton established the City of Toronto International Office to advance city-to-city relationships, particularly economic and cultural links. This office was the first of its kind at the municipal level in Canada. Between 1989 and 1991, he served as Chairman of the committee responsible for International Programs for the Federation of Canadian Municipalities.

Before being elected to City Council in 1969, Mr. Eggleton worked as an accountant.

Raymond Chan Secretary of State (Asia-Pacific)

Raymond Chan was first elected to the House of Commons on October 25, 1993, representing the British Columbia riding of Richmond. He was subsequently appointed by Prime Minister Jean Chrétien as Canada's first Secretary of State (Asia-Pacific). Mr. Chan is the first person of Chinese descent to be a member of the Privy Council of Canada and the highest ranking Asian-born politician in the Western world.

Since his appointment, Mr. Chan has travelled to almost every country in his portfolio. He has emphasized, before a wide variety of political, business, academic and media audiences, the priority Canada attaches to the Asia Pacific region.

A professional engineer, Mr. Chan worked at the TRIUMF Research Centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A businessman, Mr. Chan also owned and operated two restaurants from 1974 to 1989. In 1989, he founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democratic Movement.

Mr. Chan received a Bachelor of Applied Science in Engineering Physics from the University of British Columbia. He and Maureen, his wife of 20 years, have a twelve-year-old daughter and an eight-year-old son. Mr. Chan came to Canada from Hong Kong in 1969 and became a Canadian citizen in 1974.

Lucienne Robillard Minister of Citizenship and Immigration

Born in Montreal, Lucienne Robillard obtained a B.A. from the Collège Basile-Moreau (1965), and an M. A. in Social Work from the University of Montreal (1967). Ms. Robillard also earned a diploma in Administration (1983) and an M. A. in Business Administration (1986), both from the École des hautes études commerciales in Montreal.

Lucienne Robillard worked in the field of health and welfare from 1967 to 1986. She began her career as a social worker and clinical practitioner at Maisonneuve-Rosemont Hospital, and later worked as a senior administrator at the Centre de services sociaux Richelieu. She also worked as a youth leader in a kibbutz in Israel between 1969 and 1972. In December 1986, Ms. Robillard was appointed Public Curator of Quebec, a position which she held until August 1989.

Ms. Robillard has been a member of the Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec since 1967. She was a member of the editorial committee for the book *Le travail social et la santé au Québec* published by Behaviora in 1985, and of the departmental study committee on psychiatric services in the Montreal region during 1984-85. She served as President of the Association des praticiens de service social en milieu de santé du Québec from 1984 to 1986, as President of the Commission administrative des services de santé mentale of the Conseil régional de la Montérégie from 1983 to 1986, and as a consultant for the Mental Health dossier of the Rochon Commission in 1986.

Elected as Member of the Quebec National Assembly for the riding of Chambly in September 1989, Ms. Robillard was appointed Minister of Cultural Affairs in October 1989, a post she held until October 1990, when she was appointed Minister of Higher Education and Science. In November 1992, she was also appointed Minister of Education. In December 1993, with the merger of the Ministry of Education and the Ministry of Higher Education and Science, Ms. Robillard became Minister of Education and Science. From January 1994, she served as Minister of Health and Social Services.

Ms. Robillard was elected to the House of Commons for Saint-Henri-Westmount in February 1995. Soon after, she was appointed as Minister of Labour and Minister responsible for the federal campaign in the Quebec referendum.

Since January 1996, Ms. Robillard has served as Minister of Citizenship and Immigration Canada.

Christopher Patten Governor of Hong Kong

Christopher Francis Patten was born in 1944. He was educated at St. Benedict's School, Ealing; Balliol College, Oxford (Domus Exhibitioner, B.A. Hons. and M.A. Hons. Modern History) and won a Coolidge Travelling Scholarship to the United States in 1965.

Mr. Patten joined the Conservative Research Department in 1966, specializing in home affairs. From 1970 to 1972, he was seconded to the Cabinet Office, working on the co-ordination of social policy and in 1972 he joined the Home Office to set up the Voluntary Service Unit. From 1972 to 1974, he was personal assistant and political secretary to the Chairman of the Party (Lord Carrington and Lord Whitelaw). In 1974, he became the youngest ever director of the Conservative Research Department, an appointment which he held until 1979. From May 1979 until April 1992, he was Member of Parliament for Bath.

From November 1979 to January 1981, Mr. Patten was Parliamentary Private Secretary to the Chancellor of the Duchy of Lancaster, Leader of the House of Commons and Minister for the Arts. From March to September 1981, he was Parliamentary Private Secretary to the Secretary of State for Social Services.

Mr. Patten was Vice-Chairman of the Conservative Parliamentary Finance Committee from 1981 to 1983, and a member of the House of Commons Select Committee on Defence and the Select Committee on Procedure (Finance) from 1982 to 1983. In 1983, he published "The Tory Case," a study of Conservatism.

Following the election of June 1983, Mr. Patten was appointed Parliamentary Under Secretary of State, Northern Ireland Office, and in September 1985, Minister of State at the Department of Education and Science. In September 1986, he was appointed Minister for Overseas Development at the Foreign and Commonwealth Office. He was appointed to the Privy Council in the Queen's Birthday Honours List in June 1989.

In July 1989, Mr. Patten was appointed Secretary of State for the Environment. In November 1990 he became Chancellor of the Duchy of Lancaster and Chairman of the Conservative Party.

Mr. Patten was appointed Governor of Hong Kong in April 1992, and arrived in Hong Kong in July 1992 to take up his post.

Mr. Patten married Lavender Thornton in 1971. They have three daughters.

Backgrounders

Canada-Hong Kong Relations

General

- In July 1997, the territory of Hong Kong will revert to Chinese sovereignty and is expected to maintain its role as the business centre for all of south China. Canada is committed to supporting Hong Kong during the period of transition leading up to 1997 and to helping ensure its long-term stability and prosperity.
- Continuity is the key to a successful transition. Canada has urged Great Britain and China to make full use of the remaining time before transition to put into place processes that ensure this continuity. Extraordinary effort is required on all sides to co-operate and engage in an open dialogue.
- Canada and Hong Kong enjoy close relations, originally forged by trade, but cemented over time by ties of education, culture and family. These ties are building bridges and contributing to prosperity in both Canada and Hong Kong.
- Canada's Commission for Hong Kong was established in 1928, as Canada's second-ever diplomatic mission.
- The Hong Kong Economic and Trade Office in Canada and the Hong Kong Trade Development Council have opened in Toronto.
- During World War II, more than 300 Canadians died in the defence of Hong Kong. Their sacrifice is commemorated every December in a ceremony at Sai Wan Cemetery. In addition, the Osborn statue in Hong Kong Park honours the memory of Sergeant Major John Osborn of the Winnipeg Grenadiers, who was posthumously awarded the Victoria Cross for his exceptional heroism.
- A number of high-level visits over the last year have helped to strengthen relations, including visits by Prime Minister Jean Chrétien in November 1994 and Lucienne Robillard, the Minister of Citizenship and Immigration, in April 1996. Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific) will visit Hong Kong in May 1996 as a follow-up to the visit to Canada by Governor Christopher Patten.

Trade and Investment

• Extensive commercial ties between Canada and Hong Kong include the presence of more than 100 Canadian corporations, all major Canadian chartered banks and several insurance companies.

- Hong Kong is now Canada's 12th-largest trading partner, and the fourth-largest in Asia. Bilateral trade peaked at more than \$3 billion in 1995. Canadian exports to Hong Kong increased by more than 50 per cent in 1995 to \$1.3 billion. They included semi-processed items such as precious metals, plastics and plastic articles, electrical equipment and paper.
- Imports to Canada from Hong Kong totalled \$1.2 billion in 1995. Imports included apparel and footwear, electrical and mechanical equipment, clocks, toys, games and sports equipment.
- Hong Kong is an important source of investment for Canada. In 1995, Hong Kong investment in Canada amounted to \$4.6 billion. Investments range from electronics and textiles to telecommunications and plastics, from oil and gas to real estate.
- Cumulative Canadian direct investment in Hong Kong was valued at \$2 billion at the end of 1995.
- Opportunities for Canadian companies exist in construction (primarily as part of the plan to develop a new port and airport), building materials, environmental protection, security products and processed foods.

Immigration

- Today, some 100 000 Canadians, mostly of Hong Kong origin, live in the territory and an ever-increasing number visit Hong Kong each year.
- In addition, large numbers of people from Hong Kong continue to emigrate to Canada. In recent years, more than 20 percent of Canada's immigrants have come from Hong Kong. Approximately 500 000 Canadians of Hong Kong origin live in Canada. These immigrants strengthen the family ties between their homeland and their adopted home, enhance the diversity of Canada's multicultural society and act as a major impetus for increased trade across the Pacific.

Education

- During her recent visit to Hong Kong, Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, inaugurated the new Canadian Education Centre (CEC). This is the latest in a network of seven CECs in Asia promoting Canadian education services and products.
- Canada has become the country of choice for many people looking to study abroad. Nearly one quarter of all foreign students in Canada come from Hong Kong. At present, there are close to 17 000 Hong Kong students studying at Canadian universities and schools.

- Students do not necessarily have to leave the territory to get a Canadian education: within Hong Kong, a number of secondary schools use curricula approved by Canadian provincial education departments. The Canadian International School opened in 1991 and offers a Canadian-based curriculum from grades one to six.
- Educational links are further strengthened by student exchange programs between a number of Canadian and Hong Kong universities as well as scholarship and distance education programs.
- The growing tide of Canadian-educated people in Hong Kong returning to work in the territory has led to a blossoming of Canada-Hong Kong academic and alumni associations. There are an estimated 70 000 graduates living in Hong Kong. Currently, there are 17 alumni associations, including the umbrella Canadian University Association.

Hong Kong's Special Status

On July 1, 1997, Hong Kong reverts to China after 150 years of British rule. It will be known as a Special Administrative Region of the People's Republic of China. Details of the sovereignty transfer are laid down in the Sino-British Joint Declaration of 1984 and the Basic Law of 1990. The Basic Law, the constitution for the Territory promulgated by the Chinese National People's Congress, notes that under the principle of "one country two systems", the socialist system and policies will not be practiced in Hong Kong. The Basic Law grants considerable autonomy in economic, trade, cultural and political affairs for 50 years following 1997. As a Special Administrative Region, Hong Kong is to have independent finances and an independent taxation system. The Chinese Government is not to levy taxes and the region will continue to issue its own fully convertible currency. Hong Kong is to remain a free port and separate customs territory, with the ability to conduct relations with states and international organizations on the economy, money and finance, shipping, communications, tourism, culture and sports. Under the name Hong Kong, China, it will continue to be a member of the World Trade Organization, APEC and other international organizations where membership is not restricted to states. There is no indication that China intends to alter existing border controls on migrants.

Thus both the Joint Declaration and Basic Law support the law previously in force in Hong Kong. The common law, rules of equity and ordinances are all to be maintained except those which contravene the Basic Law. Other rights, including the right to private ownership of property, are protected.

The Preparatory Committee nominated by China in December 1995 is charged with establishing the new Special Administrative Region. Its main responsibilities include:

- appointing a committee of 400 Hong Kong electors to choose and nominate a new Chief Executive designate;
- identify those laws changed by the Hong Kong Government which are not in accord with the Basic Law to enable the provisional legislature to repeal or replace them, and to supervise the adaptation of laws to conform to the new sovereign; and
- to draft an electoral law.

HONG KONG

GEODATA

Area

1071 km²

Population

6.15 million

Population growth

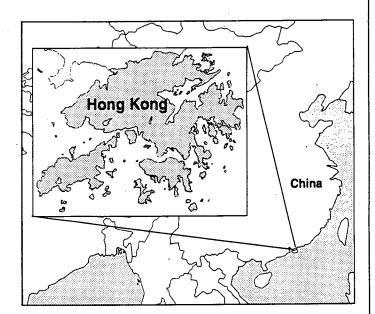
2.1%

Official languages

English and Cantonese

Major religions

Mixture of local religions (90%), Christian (10%)



POLITICAL DATA

Type of government

British colony

Leader

Governor Christopher Patten

UN Human Development Index

Hong Kong ranks 24th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Garrett Lambert, Commissioner

The Office of the Commission for Canada 11-14th floors, Tower One, Exchange Square

8 Connaught Place

Hong Kong

Tel.: (011-852) 2810-4321

Fax: (011-852) 2810-6736

ECONOMIC DATA

GDP

\$136.1 billion (1994)

GDP growth rate

4.5% (1994)

GDP per capita

\$24,530 (1994)

Inflation rate

8.5% (1994)

Unemployment rate

1.9% (1994)

Major exports to Canada

\$1.1 billion (1995), including precious metals, plastics and plastic articles, electrical equipment, paper and paperboard,

food products, construction materials

Major imports from Canada

\$1.2 billion (1995), including apparel and clothing, electrical equipment, mechanical equipment, clocks, watches, toys, games and sports

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area

9 970 000 km²

Population

30 million

Population growth

1.2% (1994)

Official languages

English, French

Major religions

Roman Catholic (46%), United Church (16%),

Anglican (10%)

POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Leader

Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy

Minister for International Trade

Art Eggleton

Democratic institutions

Federal state, bicameral parliament

UN Human Development Index

Canada ranks 1st among 174 countries

HONG KONG REPRESENTATIVE

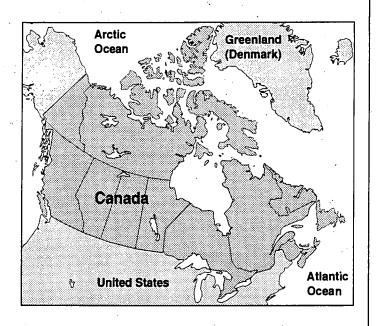
C. M. Leung, Director

Hong Kong Economic and Trade Office

174 St. George Street

Toronto, Ontario M5R 2M7

Tel.: (416) 924-5544 Fax: (613) 924-3599



ECONOMIC DATA

GDP

\$780.027 billion (1995)

GDP growth rate

2.2% (1995)

GDP per capita

\$29 606 (1995)

Inflation rate

1.3% (February 1996)

Unemployment rate

9.6% (February 1996)

Major exports

\$263.69 billion (1995), including wood, paper, aluminum, transportation equipment, minerals, fuels and capital equipment

Major imports

\$225.49 billion (1995), including transportation equipment, capital equipment, electronics and plastics